

**COMMUNIQUE**  
**27 octobre 2011**

### **La zone euro contaminée par les criminels sociaux**

Le sauvetage de la zone euro, sous la houlette du tandem franco-allemand, par un renforcement des moyens d'intervention du Fonds européen de stabilité financière (FESF) en garantie des obligations des Etats, la recapitalisation des banques et la restructuration de la dette grecque, ne répondent en rien à la situation. Celle-ci nécessite des réformes structurelles du système bancaire et financier qui permettraient de sortir du piège de la dette et de l'emprise des marchés financiers. Pire, leur projet de nouvelle « gouvernance » politique persiste dans la voie libérale et des plans d'austérité qui se sont révélés une impasse à l'occasion de cette crise.

A l'exception de la Grèce, les finances publiques en Europe étaient sous contrôle avant l'éclatement de la crise financière et économique. C'est donc bien celle-ci qui est à l'origine de la crise des dettes. Les gouvernements européens ont laissé grandes ouvertes les brèches à la spéculation et soumettent les peuples à des politiques d'austérité de plus en plus drastiques qui vont alimenter la spirale récessive, creuser de plus belle les déficits...nous enfermant dans un cercle vicieux sans fin.

Si les marchés financiers se sont attaqués à la zone euro, alors même que son déficit global est inférieur à celui des USA ou du Royaume Uni, c'est que contrairement à ces derniers, les gouvernements européens ont renoncé à la possibilité de financement directe par la Banque Centrale Européenne et les banques centrales et se sont mis sous l'emprise des marchés. Les banques quant à elles continuent à se refinancer, auprès de la BCE, à des taux très faibles et exigent des Etats des taux nettement supérieurs, voire usuraires.

C'est toute la construction européenne qui doit être refondée. Il faut en finir avec la logique de la concurrence entre Etats (dumping fiscal) et entre les peuples par un nivellement par le bas des droits sociaux, instaurer des politiques économiques coopératives avec notamment une harmonisation sociale et fiscale en faveur des peuples, désarmer la spéculation ici et maintenant, transformer la BCE en outil de financement de l'UE et des Etats, sous contrôle démocratique et pour la satisfaction des besoins sociaux, voilà les vraies réponses à la crise.

La majorité de la population européenne n'est pas responsable de ce marasme économique, ce sont les puissances financières auxquelles sont inféodés les pouvoirs politiques qui sont les véritables criminels sociaux. Dans plusieurs pays, des collectifs unitaires pour un audit citoyen de la dette publique se mobilisent pour déterminer la part de la dette qui est illégitime et la part qui devra être remboursée. De même, le contre sommet du prochain G20 qui se déroulera à Nice sera l'occasion de manifester et de jeter les bases d'une riposte des peuples au niveau européen. Il est urgent de construire des rapports de force pour ne pas laisser les marchés financiers et les institutions internationales décider de notre avenir à notre place.

<b>Téléphone : 01 58 39 30 20</b> <b>Télécopie : 01 43 67 62 14</b>	<b>contact@solidaires.org</b>	<b>www.solidaires.org</b>
--	-------------------------------	---------------------------